

# feuille de route QUART MONDE

« LÀ OÙ DES HOMMES SONT CONDAMNÉS  
À VIVRE DANS LA MISÈRE, LES DROITS DE L'HOMME SONT VIOLÉS.  
S'UNIR POUR LES FAIRE RESPECTER EST UN DEVOIR SACRÉ. »

JOSEPH WRESINSKI  
FONDATEUR DU MOUVEMENT INTERNATIONAL ATD QUART MONDE

Bonne  
année  
2013  
à tous nos  
lecteurs

N° 424  
janvier 2013  
1€

## CHOC DE SOLIDARITÉ

La conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale s'est tenue les 10 et 11 décembre à Paris. Marquera-t-elle le début d'un « choc de solidarité » dans la société, après le « choc de compétitivité » proposé par le gouvernement aux entreprises ?

Paris, 17 octobre 2012, Journée mondiale du refus de la misère (ph. Jean-Christophe Foureau)

### Jeunes

30 jeunes ont participé début décembre à une session organisée à Budapest par ATD Quart Monde et le Conseil de l'Europe. Rencontre avec Ana Maria Covaciù qui habite à Saint-Denis près de Paris et a participé à ce rassemblement.

Page 2

### 2013

Pour souhaiter une bonne année à vos parents, collègues et amis, offrez leur gratuitement un abonnement d'un an à *Feuille de route Quart Monde* !

Page 2

### Haïti

Trois ans après le séisme, où en est le pays ?

Entre signes d'espoir et inquiétudes, les membres du Mouvement ATD Quart Monde en Haïti continuent d'agir pour la participation de tous à la reconstruction des quartiers.

Page 3

### Débat

Repenser le travail et l'économie avec tous : ce sera l'un des thèmes du « Forum des engagements » à Paris début mars 2013. Aujourd'hui, le regard de Gérard Bureau, volontaire permanent d'ATD Quart Monde. L'économie a-t-elle besoin des pauvres ? On entend dire qu'ils sont un poids pour elle... Qu'ont-ils à lui apporter ? Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?

Page 6

### Fiche pratique

La domiciliation des personnes sans domicile stable. Pour mener une vie sociale et avoir accès à ses droits civils, civiques et sociaux (prestations sociales, délivrance d'une carte nationale d'identité, compte bancaire, inscription sur les listes électorales...), il faut avoir une adresse. C'est l'objet de la domiciliation administrative qui a été revue par la loi de 2007 instaurant le Droit Au Logement Opposable (DALO). Voici comment trouver une structure assurant une domiciliation administrative et comment cela se passe concrètement.

Page 8

### NOUVEAU



page 7



## ÉDITORIAL



**Bert Luyts**  
Délégué national adjoint d'ATD  
Quart Monde en France

## Nouvel An, nouvel élan ?

**N**ouvel An, le temps de l'échange des vœux. Souhaiter l'éradication de la misère, ou plus modestement, qu'en 2013, nous nous approchions de cette cible, c'est facile. Dire ce que nous souhaiterions comme prochaines étapes, pas si évident.

Le gouvernement s'est risqué à cet exercice : le 11 décembre, le Premier Ministre, M. Jean-Marc Ayrault, a annoncé les grandes lignes et quelques mesures d'un plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté. Après le comité interministériel de lutte contre l'exclusion du 22 janvier, nous devrions connaître les détails de ce plan.

Nous serons déçus, forcément, parce que tant de propositions pourtant nécessaires et légitimes, élaborées et discutées dans sept groupes de travail lors de six ou sept réunions consécutives en octobre et novembre, ne seront pas retenues.

Et pourtant, j'ai senti le vent tourner. Le ton a changé : « Mon gouvernement n'accepte pas et n'acceptera jamais ni le cynisme, ni la stigmatisation. La pauvreté n'est pas une fatalité, la précarité n'est pas un fléau qui s'abat au hasard sur une partie de la population. Ce n'est pas non plus une marque d'infamie », a dit M. Ayrault.

Juste avant, M<sup>me</sup> Adobati, militante ATD Quart Monde de Nancy, avait parlé du poids de la stigmatisation : « Quand on a le RSA<sup>1</sup>, on n'ose pas le dire, on n'ose plus croiser le regard des autres, on a le sentiment de devoir toujours se justifier devant les travailleurs sociaux. »

Le gouvernement veut mettre en œuvre la participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration et au suivi des politiques publiques, en s'inspirant de la pratique du 8<sup>e</sup> collège du CNLE<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, j'ai envie d'y croire. Je sais que le gouvernement ne fera pas tout, mais que nos initiatives de citoyens, nos efforts pour vivre mieux tous ensemble, notamment avec les personnes qui vivent dans la grande précarité, peuvent contribuer beaucoup à ce que chacun ait accès aux droits de tous et à ce que les idées reçues sur les plus défavorisés soient corrigées.

Le gouvernement appelle à la coopération des collectivités territoriales, des partenaires sociaux, des entreprises, des associations et des citoyens. Je veux répondre « présent ». Et je souhaite que nous soyons nombreux à contribuer, avec détermination et persévérance, à ce nouvel élan.

1. Revenu de Solidarité Active.  
2. Voir note page 5.



## 30 JEUNES À BUDAPEST

# Jeunes et plein de choses dans la tête

Du 2 au 8 décembre, à Budapest en Hongrie, Ana Maria Covaciù a participé à une session de travail organisée par ATD Quart Monde et le Conseil de l'Europe, avec 30 jeunes d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie et de Pologne. *Feuille de route* l'a rencontrée.

**A**na Maria a 20 ans. Originnaire de Roumanie, elle est arrivée en France il y a six ans avec sa famille.

Elle habite à Saint-Denis près de Paris et se forme afin de travailler dans le milieu associatif. Son père est ouvrier dans le bâtiment, son frère employé dans une entreprise de déménagement. Elle a connu ATD Quart Monde grâce à la bibliothèque de rue que le Mouvement anime à Saint-Denis depuis plusieurs années. Tout de suite, elle a été touchée par cette action qu'elle trouve très importante car, dit-elle, « les enfants vont grandir avec la possibilité et l'espoir que les choses vont changer. »

Elle a appris le français à son arrivée et le parle maintenant parfaitement. « Au début, je ne comprenais pas le mot "bonjour". Ce mot me faisait beaucoup rire », se rappelle-t-elle avant d'ajouter : « Je voulais aller à l'école. »

Depuis quelques semaines, Ana Maria a rejoint le groupe jeunes de l'Université populaire Quart Monde d'Île-de-France. « Beaucoup de jeunes de notre âge ne pensent qu'à la musique, aux sorties, etc. Mais là, cela m'impressionne de voir des jeunes qui réfléchissent à ce qu'ils vivent et qui pensent aux autres. »

C'est cette envie de rencontrer d'autres jeunes et de savoir ce qu'ils vivent qui

l'a conduite à Budapest début décembre. « Il y a beaucoup de choses qu'il faudrait changer pour que les jeunes puissent avoir la parole, qu'ils soient aidés dans leurs projets, que quelqu'un les pousse, les conseille et leur donne l'espoir. C'est difficile pour des enfants d'avancer dans la vie, quand ils voient que leurs parents ont des difficultés. Et pour les parents, c'est décourageant. Ils voudraient que les enfants réussissent à l'école, que la famille ait une maison, que tout le monde soit au calme. Les enfants ont toute la vie devant eux. Je suis optimiste. Sinon, que ferait-on ? Ce que j'aime chez les gitans, c'est qu'ils ont toujours l'espoir. Si quelqu'un a un travail et le perd, il saura toujours se débrouiller pour en retrouver un. Les gens disent : "Les gitans, les roms, ils ne veulent pas travailler." Mais si tu as peur, tu n'auras jamais la chance de découvrir l'autre. On dit aussi, souvent : "Tu es jeune et tu n'as rien dans la tête." C'est tout le contraire : tu es jeune et tu as plein de choses dans la tête ! » **JCS**

**C'est difficile pour des enfants d'avancer dans la vie, quand ils voient que leurs parents ont des difficultés.**

## Des (futurs) lecteurs nous écrivent

« Chers amis, une amie à moi m'a fait connaître votre *Feuille de route Quart Monde* et je voudrais m'y abonner. Ci-joint un chèque de 10€, avec toute ma considération » (Marie P., Issy-les-Moulineaux). Vous aussi, faites connaître *Feuille de route* à vos amis pendant un an, gratuitement :

Merci d'envoyer le journal  
Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

E-MAIL .....

.....

Merci d'envoyer le journal  
Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

E-MAIL .....

.....

Merci d'envoyer le journal  
Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

E-MAIL .....

.....

HAÏTI

# « Nous voulons que la vie change »

Dans les quartiers des Hauts de Martissant, qu'est-ce qui a changé depuis le tremblement de terre de janvier 2010 ? Pas grand-chose à l'œil nu. La reconstruction n'est pas encore véritablement lancée, l'économie fonctionne au ralenti. La situation est aussi difficile que celle d'avril 2008, où, en quelques jours, la crise économique avait renchérit les prix et fait resurgir la faim. La période de septembre à novembre est toujours un temps d'angoisse. La rentrée scolaire est un défi et les parents marchent des heures pour trouver une activité ou une aide afin que les enfants puissent aller à l'école. La période de pluies et de cyclones à partir d'août ne favorise pas le petit commerce.



L'inquiétude du choléra revient aussi. Des mamans de la Pré-École «Graines d'espoir» et de «Bébés Bienvenus», les actions petite enfance du Mouvement ATD Quart Monde, y ont appris les gestes de prévention et informent leurs voisins. Le Mouvement et la clinique Saint-Michel ont mis en place il y a plusieurs années un système d'assurance santé à travers une carte d'accès aux soins qui protège aujourd'hui 850 familles. Les enfants de moins de cinq ans sont pris en charge gratuitement.

Dans le cadre de l'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement qu'ATD Quart Monde a engagée dans 11 pays dont Haïti, les membres du Mouvement ont décidé de travailler le thème de la santé<sup>1</sup> avec des professionnels de la Clinique

Saint-Michel, en dialogue avec le service municipal puis avec d'autres pays lors d'un séminaire qui a eu lieu en décembre à la Paz en Bolivie.

«Nous ne voulons pas que nos enfants subissent la même chose que nous. Nous voulons que la vie change pour eux», disent souvent les parents. «Toute zone mérite le respect, rappellent-ils, de même que tous ceux qui y vivent.» Les jeunes et les adultes demandent à jouer un rôle, surtout dans ce contexte d'un pays à reconstruire. «Mais pour jouer un rôle, il faut en avoir les moyens» ajoutent-ils. En même temps, cette année, la nomination d'une déléguée auprès du premier ministre chargée des droits de l'homme et de la lutte contre la pauvreté extrême est un signe encourageant, ainsi que le lancement d'une réflexion de fond sur une

« Nous ne voulons pas que nos enfants subissent la même chose que nous. Nous voulons que la vie change pour eux »

nouvelle politique de lutte contre la grande pauvreté.

Nous espérons que tous ces efforts transformeront la vie des très pauvres et que les principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme<sup>2</sup> deviendront pour cela une référence. Ce texte dit clairement les conditions d'une politique qui aurait pour ambition de garantir à tous une vie digne, une politique à penser

avec les plus pauvres dans des conditions qui assurent leur pleine participation. Ce texte auquel des personnes qui vivent dans les conditions d'extrême pauvreté ont contribué a été présenté par l'expert des Nations Unies lors du récent colloque gouvernemental «Penser et lutter contre la pauvreté extrême en Haïti». L'espoir est que, en Haïti et ailleurs, il soit une référence tant pour les acteurs de la société civile que pour ceux de la sphère publique.

Jacqueline Plaisir, Déléguée générale du Mouvement ATD Quart Monde

1. De même que les thèmes de la sortie prématurée de l'école et de la difficulté à trouver une activité rémunératrice.  
2. Voir Feuille de route de novembre.

## « Nous vivons avec beaucoup d'inquiétude »

Témoignage d'Élie Estinvil, habitant du quartier de Grande Ravine à Port-au-Prince, le 17 octobre 2012, Journée mondiale du refus de la misère.

«J'ai quatre enfants. La situation n'est pas du tout facile parce que tu vis chaque jour dans un pays où la tristesse, la faim, le chômage maltraitent les gens. Le matin, quand tu te lèves, tu regardes en bas, tu regardes en haut et tu ne sais à quel saint t'adresser pour trouver quelque chose te permettant de résister. Le pire, c'est quand tu as des enfants et que tu ne peux pas leur donner à manger. Quel que soit ce que nous trouvons comme travail, nous le faisons, même quand c'est pour une somme insignifiante. Sans quoi les choses nous seraient beaucoup plus difficiles. Pour trouver du travail, il faut avoir un soutien. C'est seulement

ma femme qui se débrouille pour voir comment trouver cinq gourdes<sup>3</sup> le matin pour que les enfants aillent à l'école. Si je fais un petit job qui me permet d'avoir entre mille et mille cinq cents gourdes, je garde deux cent cinquante gourdes et je donne le reste à ma femme qui sait comment l'utiliser pour les charges de la maison. Les autorités nous ignorent complètement à Grande Ravine parce que c'est une zone de non droit. Nous habitons vraiment dans une ravine, mais cela ne veut pas dire que nous sommes des animaux. Notre situation doit changer. Nous vivons avec beaucoup d'inquiétude compte tenu du climat d'insécurité qui règne dans la zone. Pour vivre, nous jouons beaucoup de prudence, parce qu'à n'importe quel moment on peut être victime d'actes de violence. J'ai réfléchi comment retirer mes enfants de la zone, mais je n'ai pas les moyens. Alors, laisser une zone pour aller dans une autre, c'est presque la même chose, parce qu'il y a toujours beaucoup de

situations, surtout le chômage, qui pourraient aussi inciter les gens des autres quartiers à des actes de violence.

Comme on parle souvent de reconstruction, moi je crois que ce n'est pas seulement une reconstruction de maisons dont nous avons besoin. Nous avons besoin aussi de reconstruire notre mentalité. Sans quoi le pays ne va pas avancer. Nous devons nous respecter les uns les autres. Nous devons aussi respecter l'opinion de l'autre dans tout ce qui est bon pour le pays. Nous devons prendre conscience, ne garder rancune à personne quels que soient ses moyens matériels. Tout le monde devrait trouver place dans cette reconstruction. Nous devons être tous solidaires pour reconstruire notre quartier. »

3. Monnaie nationale en Haïti.

➔ À RENVOYER À ATD Quart Monde, Secrétariat des amis, 12 rue Pasteur, 95480 Pierrelaye. Merci de prévenir vos amis qu'ils recevront Feuille de route chaque mois pendant un an.

Merci d'adresser Feuille de route Quart Monde pendant un an gratuitement à :

Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
E-MAIL .....

Merci d'envoyer le journal

Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
E-MAIL .....

Merci d'envoyer le journal

Par mail  Par la poste

Écrivez en capitales

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
.....  
E-MAIL .....

## Un plan pluriannuel contre la pauvreté

# Choc de solidarité

La conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale s'est tenue les 10 et 11 décembre à Paris. Marquera-t-elle le début d'un « choc de solidarité » dans la société, après le « choc de compétitivité » proposé par le gouvernement aux entreprises ?

RAPPORT 2012  
SUR LA PAUVRETÉ EN FRANCE

En 2010,  
**14,1%**  
de la population  
vivait sous  
le seuil de  
pauvreté, contre  
**13,5%**  
en 2009.

De plus en plus de jeunes adultes et d'enfants ne connaissent que la pauvreté comme condition et avenir. Le rapport 2012 du gouvernement sur la pauvreté en France dresse également un état des lieux des non-recours aux prestations sociales.

Il est à lire sur [www.atd-quartmonde.fr](http://www.atd-quartmonde.fr), de même que le rapport 2012 de l'Onzuz (Observatoire national des zones urbaines sensibles) et le 6<sup>e</sup> rapport du Comité de suivi de la mise en œuvre du Droit Au Logement Opposable (DALO).



BRUNO TARDIEU

## « Pour la première fois, des personnes en situation de pauvreté ont apporté leur expertise »



Extraits de l'interview de Bruno Tardieu, délégué national d'ATD Quart Monde, à l'issue de la Conférence nationale sur la pauvreté.

« **A**vant de s'exprimer, le Premier Ministre a entendu une table-ronde sur le changement de regard<sup>1</sup>. Djemila Mahmoudi et Micheline Adobati ont expliqué que, lorsque l'on est dans la pauvreté, on finit par ne plus oser croiser le regard des autres. Djemila a expliqué qu'elle ne va pas chercher son RSA<sup>2</sup> à la poste le 5 du mois tellement c'est stigmatisant. Cela, le Premier ministre l'a entendu. Il faut que la France l'entende. Ça suffit de faire peser sur les personnes défavorisées le poids de tous nos maux. Madame Touraine a dit qu'il fallait absolument renverser ce regard et Madame Carlotti a ajouté qu'en période de crise, on ne peut pas se permettre de gâcher les énergies de huit millions de personnes – j'ai envie d'ajouter aussi leurs intelligences et leurs savoirs.

Les personnes défavorisées qui ont participé aux groupes de préparation de cette Conférence sont épuisées car il a été difficile de travailler tout cela. Mais pas une seule ne le regrette. Parce que, pour la première fois, des personnes en situation de pauvreté ont pu apporter leur expertise. Il y a beaucoup d'améliorations à faire. Mais on ne pourra plus reculer. Au niveau national comme au niveau de chaque école, commune, CCAS<sup>3</sup>, etc., la lutte contre la pauvreté doit se faire avec l'énergie et l'intelligence des gens.

Le Premier Ministre a parlé de discriminations en matière d'accès au logement. C'est notre grande demande que la France reconnaisse la discrimination sociale. Plusieurs conseillers ministériels m'ont dit : « C'est pas complètement fait, continuez d'y croire et de le demander. » La discrimination sociale, déjà reconnue par le Canada, bientôt la Belgique, par les Pays-Bas, par l'Espagne, permettra d'annoncer clairement à tous nos concitoyens que mettre quelqu'un de côté simplement parce qu'il est pauvre, c'est anti-républicain.

Les annonces du Premier Ministre sont dans une certaine mesure décevantes, car nous avons demandé beaucoup plus. D'un autre côté, j'éprouve un certain bonheur à dire que cela faisait dix ans que l'on n'osait plus espérer une augmentation du niveau du RSA ou du plafond de la CMUC<sup>4</sup>. Ce tabou a été cassé aujourd'hui. L'idée du RMI<sup>5</sup> à l'origine était que les gens aient suffisamment de sécurité pour se reconstruire, au lieu de passer leur temps à aller chercher des aides à droite à gauche. Le RSA actuel ne permet plus cette sécurité.

C'est comme cela que 50% des Français ont peur de devenir pauvres : ils ont peur d'être pointés du doigt et de devoir dépendre du bon vouloir des autres. Revaloriser le RSA coûte, mais c'est un investissement. Cela permettra d'éviter des expulsions, des surendettements, des non-recours aux soins, qui, au bout du compte, coûtent beaucoup plus cher à la société. Le Mouvement national des chômeurs et précaires, qui demandait un relèvement du RSA bien plus important, explique que le moindre centime investi auprès des personnes en situation de pauvreté rejaillit immédiatement dans l'économie, parce qu'elles le dépensent immédiatement. C'est donc aussi une manière de relancer l'économie. La France a sans doute besoin d'un « choc de compétitivité ». Elle a aussi besoin d'un « choc de solidarité ». Une société ne peut pas prendre de risques si elle a peur. Et il faut absolument étendre notre protection sociale aux jeunes, aux enfants. Un enfant sur cinq est pauvre. Il y a dans les rapports des sept groupes de travail des propositions très intéressantes sur la jeunesse, la formation et la réussite éducative des enfants, des propositions pour mieux répartir l'aide aux familles, pour imaginer de nouveaux systèmes afin de calculer les loyers en HLM, pour expérimenter la suppression du chômage de longue durée sur des territoires, envisager autrement la formation des travailleurs sociaux afin qu'ils soutiennent un travail social collectif...

Un phénomène se développe mais n'a pas encore été bien mesuré : l'atomisation des personnes défavorisées<sup>6</sup>. Les gens sont de plus en plus seuls. Ils travaillent une heure par-ci, une heure par-là, souvent isolément... Il n'y a plus de collectif par le travail. Il n'y a plus de collectif non plus dans les quartiers car les centres sociaux et l'éducation populaire ont été laminés ces dernières années. Recréer du collectif permet de lutter contre le non-recours aux droits. »

1. Pour voir cette table ronde : <http://bit.ly/TWCWk0>

2. Revenu de Solidarité Active.

3. Centre communal d'Action Sociale.

4. Couverture Maladie Universelle Complémentaire.

5. Revenu Minimum d'Insertion.

6. Voir l'ouvrage de Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux générations dans la débâcle*.

7. Fédération Nationale des associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale.

VOIR L'INTERVIEW EN VIDÉO

sur [www.atd-quartmonde.fr](http://www.atd-quartmonde.fr), ainsi que les interviews de Thierry Rauch, militant ATD Quart Monde, Louis Gallois, ancien président d'EADS et président de la FNARS<sup>7</sup> et Christophe Robert, Délégué général adjoint de la Fondation Abbé Pierre (réalisation Dominic Bernas).

## LES PRINCIPALES MESURES ANNONCÉES PAR LE PREMIER MINISTRE

Permettre la « participation des personnes en situation de pauvreté et de précarité à l'élaboration et au suivi des politiques publiques ».

Augmenter le RSA socle de 2% par an (en plus de l'inflation) à partir de septembre 2013.

Expérimenter sur 10 territoires des « garanties jeunes » d'un an pour les plus en difficulté.

Relever le plafond de la CMUC pour l'ouvrir à 500 000 personnes de plus.

Étendre les tarifs sociaux du gaz et de l'électricité de 2 à 8 millions de bénéficiaires.

Lancer des campagnes de promotion des droits sociaux et agir contre les non-recours.

Réformer des modalités d'attribution des logements sociaux.





→ M.-F. Zimmer (ph. FP)  
→ M. Adobati (ph. FP)

## « Nous étions le caillou dans la chaussure »

Micheline Adobati et Marie-France Zimmer, militantes d'ATD Quart Monde de Lorraine, ont participé au groupe « Inclusion bancaire et lutte contre le surendettement », l'un des sept groupes de préparation de la Conférence nationale sur la pauvreté.

« On a dû s'imposer dans le groupe et cela n'a pas été facile, racontent-elles. Permettre à tous de participer aux échanges et aux réflexions, ce n'est pas si facile qu'on peut le croire ! » Entre octobre et décembre, toutes deux ont réfléchi et travaillé avec Didier Ponsot, ancien banquier et « allié » du Mouvement ATD Quart Monde. « Dans notre groupe de travail, explique Marie-France, les gens ont beaucoup parlé d'éduquer les pauvres à gérer leur budget. Mais on a réussi à faire comprendre qu'en réalité, on gère comme on peut quelque chose qui est ingérable, et souvent mieux que ceux qui ont des revenus importants. Il y a eu aussi la proposition d'éduquer au budget nos enfants à l'école. Nous avons expliqué que cela les monterait contre nous. » Plutôt qu'une éducation au budget spécifique pour les familles aux plus faibles revenus, Micheline et Marie-France ont proposé de renforcer l'accompagnement et le dialogue entre les banques et tous leurs clients et de faire cesser certaines pratiques très coûteuses pour les plus petits budgets. Elles ont cité des exemples de frais bancaires dépassant sur l'année plus d'un mois de revenus.

Un membre du groupe a proposé un système d'alerte systématique des services sociaux en cas de dépassement d'un certain montant de découvert par un bénéficiaire de minimas sociaux. « Mais où serait alors le secret bancaire ? », se demande Micheline. « Nous étions le caillou dans la chaussure, concluent-elles. Notre participation a permis au groupe de descendre au niveau nécessaire pour mieux comprendre comment des familles vivent avec des revenus très faibles. Mais plusieurs de nos propositions n'ont pas été retenues dans le rapport final du groupe. »

### CONFÉRENCE NATIONALE CONTRE LA PAUVRETÉ ATD Quart Monde dans les groupes de préparation

Grâce à l'expertise des professionnels « alliés » qui composent ses réseaux Santé, École, Emploi, etc. et grâce aux militants du Quart Monde formés à la réflexion et au dialogue institutionnel, le Mouvement ATD Quart Monde a pu contribuer aux sept groupes de préparation de la conférence des 10 et 11 décembre :

- « Familles vulnérables, enfance et réussite éducative », avec Pierre-Yves Madignier, président d'ATD Quart Monde, et Maryvonne Caillaux, responsable du Réseau Famille,
- « Accès aux droits et aux biens essentiels, minima sociaux », avec Bruno Tardieu, délégué national,
- « Logement et hébergement », avec Thierry Rauch, militant,
- « Emploi, travail, formation professionnelle », avec Patrick Valentin, responsable du réseau Emploi-Formation,

- « Santé et accès aux soins », audition d'Huguette Boissonnat, responsable du réseau Santé,
- « Inclusion bancaire et lutte contre le surendettement », avec Marie-France Zimmer et Micheline Adobati, militantes,
- « Gouvernance des politiques de solidarité », avec Maria Théron et Colette Théron, militantes d'ATD Quart Monde et membres du 8ème collège du CNLE<sup>2</sup>.

1. Voir le dossier de *Feuille de route* en décembre.  
2. Conseil National des politiques de Lutte contre la pauvreté et l'Exclusion sociale.

👉 L'intégralité des rapports et des propositions des groupes sont disponibles sur Internet à [bit.ly/UkX4tq](http://bit.ly/UkX4tq)

## Un bilan mitigé

« La pauvreté n'est pas une fatalité », a rappelé M. Ayrault lors de son discours de clôture de la Conférence.

Le Mouvement ATD Quart Monde constate avec satisfaction que le gouvernement a souhaité mettre en oeuvre les moyens d'une véritable solidarité nationale. La revalorisation du RSA annoncée est un pas très important, même si cette augmentation est trop étalée dans le temps. On a brisé un tabou : cette allocation était tellement décriée, tellement assimilée à l'assistance qu'il était devenu impossible de la revaloriser.

Cette impulsion essentielle lancée par le gouvernement ne sera pas suffisante, compte tenu de la gravité de la situation. Le pays a besoin de la mobilisation de tous pour changer les regards et rejeter les idées reçues sur les personnes pauvres. ATD Quart Monde attend du parlement qu'il améliore et complète les dispositifs évoqués en légiférant contre les comportements discriminants, en réévaluant le soutien aux familles via l'impôt, en réformant le travail social... Les collectivités locales, les partenaires sociaux, les entreprises et les citoyens devront également se mobiliser pour lutter plus efficacement contre la pauvreté.

↑ début du communiqué de presse publié par le Mouvement ATD Quart Monde le 11 décembre 2012, à l'issue de la Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. À retrouver sur [www.atd-quartmonde.fr](http://www.atd-quartmonde.fr)



↑ Mardi 11 décembre au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), table ronde sur le « Changement de regard sur la pauvreté et la précarité », devant Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre, Marisol Touraine, Ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marie-Arlette Carloti, Ministre déléguée chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion, plusieurs autres ministres et un public nombreux (ph. F. Philiponeau).



↑ La table ronde sur le « Changement de regard sur la pauvreté et la précarité. » De gauche à droite : Djemila Mahmoudi, membre du 8<sup>e</sup> collège du CNLE, Olivier Noblecourt, adjoint au maire de Grenoble, Micheline Adobati, militante ATD Quart Monde de Lorraine et Patrick Savidan, philosophe (photo F. Philiponeau).

Les détails du « plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale » seront annoncés lors du Comité Interministériel de Lutte contre l'Exclusion le 22 janvier 2013.

Créer une garantie universelle des risques locatifs pour lutter contre les discriminations à l'entrée dans un logement.

Faciliter l'accès aux crèches et cantines pour les enfants des familles aux faibles revenus.

Améliorer les aides aux familles monoparentales et nombreuses confrontées à la pauvreté.

Réformer le RSA activité et la Prime Pour l'Emploi.

Renouveler le travail social.

Mieux accompagner les familles endettées pour prévenir le surendettement.

Plafonner les frais bancaires pour les publics fragiles.





Ph. F. Philiponeau

# Repenser le travail et l'économie avec tous

Ce sera l'un des grands thèmes du « Forum des engagements » à la cité de la Villette à Paris les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2013. Aujourd'hui, le regard de Gérard Bureau, volontaire permanent d'ATD Quart Monde.

qu'elles sont un poids pour l'économie, alors que cela arrange bien cette économie-là de leur payer une allocation de survie pour ne pas être freinée dans sa course folle.

## Qu'est-ce que les pauvres ont à dire sur l'économie ?

Si l'on parle d'une économie où toute personne aurait une utilité pour créer des richesses matérielles et sociales, ils ont à nous apprendre tout comme les économistes. Par exemple, sur toute la planète, les pauvres ont toujours recyclé les matériaux. Cela a été considéré trop longtemps comme une sous-activité informelle. Aujourd'hui, c'est un secteur d'avenir et un défi environnemental. Or on vole ce travail des pauvres pour l'introduire dans l'économie de marché sans les y associer. Cet exemple pourrait être décliné au niveau de la construction, de l'agriculture, des services, etc. Les pauvres ont toujours été au cœur de l'économie. Il faut, non pas tant les réintroduire – car on le fait quand l'écart est trop grand à combler –, mais les associer aux évolutions et créer avec eux les conditions où personne ne serait laissé de côté.

## Est-ce réaliste ?

Les entreprises qui le font disent que cela permet de penser des équipes de travail où l'on est amené à mieux tenir compte de chacun et où il y a plus de créativité, en particulier dans le secteur des services. Avec eux, nous pouvons aussi explorer d'autres champs possibles de l'emploi salarié dans nos sociétés. La création de richesses matérielles a aujourd'hui moins

besoin de main d'œuvre et doit retrouver sa « juste place » à côté d'autres activités qui sont indispensables à la vie en société : des activités sociales, culturelles, environnementales, associatives qui contribuent aussi à l'économie.

## Les citoyens peuvent-ils changer l'économie ?

S'ils ne restent que dans la contestation et attendent tout de l'État, s'ils ne font pas le pas d'apporter des premières réponses, il n'y aura pas non plus de réponses des entreprises ni de l'État. Les classes moyennes – et l'ensemble des salariés – devraient accepter un impôt volontaire, une espèce de comité d'entreprise commun afin de soutenir des projets économiques alternatifs. Ils pourraient aussi décider de se fournir auprès d'entreprises innovantes en matière de mixité sociale, etc. On ne serait plus dans l'insertion – qui est un rattrapage impossible –, mais dans l'innovation qui anticipe les évolutions et est créatrice de richesses.

## Lutter contre la pauvreté créerait de la richesse ?

Oui. Éradiquer la pauvreté permettrait non seulement aux plus pauvres de vivre plus dignement, mais aussi à tous de vivre mieux<sup>2</sup> car la crise fait aujourd'hui peur à la majorité des citoyens.

Propos recueillis par Jean-Christophe Sarrot

1. 7,3% des entreprises sous-déclarent les heures travaillées par leurs employés (rapport 2011 de l'Acoss, la branche recouvrement de la sécurité sociale).
2. Voir par exemple <http://bit.ly/KSKPTq>. L'étude « The Economics of Poverty » de 2006 montre que pour 1 dollar investi dans la lutte contre la pauvreté, chaque Américain aurait un « retour sur investissement » de 3,75 dollars.

## L'économie, c'est important pour les pauvres ?

C'est primordial. Lorsqu'une personne confrontée à la pauvreté trouve la possibilité de vivre d'une activité salariée digne et adaptée à sa situation, c'est 80% de la lutte contre la pauvreté qui est gagnée et, en même temps, c'est l'économie qui s'en porte mieux.

## L'économie a-t-elle besoin des pauvres ?

Contrairement à ce qui se dit, elle ne peut pas s'en passer. Les pauvres courent le monde là où on a besoin d'eux, mais cette même économie les broie par les conditions précaires qui leur sont faites et finit par les rejeter, en contribuant à créer l'extrême pauvreté. Elle les remplace par d'autres pauvres qu'elle met en concurrence les uns avec les autres, les sans papiers, les Roms... L'utilisation du travail précaire ou non déclaré<sup>1</sup> par les entreprises en est l'exemple le plus flagrant. Beaucoup disent que ce sont les personnes qui choisissent le travail au noir. En fait, c'est souvent la seule activité qui leur est ouverte. On entend dire

## DES LECTEURS RÉAGISSENT

### Qui croire en économie ?

« Chers ami(e)s. En juin 2012, vous avez présenté la collection « Qu'en pensent les économistes ? » publiée par le journal *Les Échos*. Des questions telles que la nécessité d'une révolution fiscale ou la maîtrise de la finance me paraissent en effet aujourd'hui incontournables pour le Mouvement ATD Quart Monde qui s'est fixé comme objectif, au nom des droits de l'homme, l'éradication de la misère.

Cependant, le titre de cette collection pose comme une évidence l'idée que l'économie est en quelque sorte une science exacte qui ne peut que s'imposer à tous. Pour ma part, je pense qu'il y a globalement deux discours : celui de l'économie dominante, le néolibéralisme (avec des variantes), dont on connaît bien maintenant les effets catastrophiques dans le « Tiers Monde » d'abord, en Europe maintenant ; et celui de ceux qui se battent pour un monde vivable pour tous, celui des dominés qui (à des degrés divers, mais de plus en plus nombreux) subissent lourdement la crise qui s'installe. Qui n'a pas entendu parler du *Manifeste des économistes atterrés* ? Le discours économique n'est donc pas le terrain d'un consensus, c'est un enjeu de lutte. *Il faut maîtriser la finance : qu'en pensent les économistes ?* appartient de mon point de vue à la première catégorie. Certaines suggestions sont

intéressantes, mais l'ensemble du livre se garde bien de remettre en question les fondamentaux. J'ai envie de conseiller *Ce que les banques vous disent et pourquoi il ne faut presque jamais les croire* de Pascal Canfin, *Le piège de la dette publique*, par l'association ATTAC, les publications du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), le documentaire *Debtocracy*... La question de la dette et celle de la crise financière permettent en effet de mesurer l'urgence d'une véritable maîtrise de la finance. J'en ai une conscience aiguë depuis que je me bats pour un audit citoyen de la dette publique dans un des nombreux collectifs qui se sont créés à cet effet en France. » (Monique F., Noisy-le-Grand)

Et vous, qu'en pensez-vous ? Écrivez-nous à [feuillederoute@atd-quartmonde.org](mailto:feuillederoute@atd-quartmonde.org) ou *Feuille de route*, 33 rue Bergère, 75009 Paris.





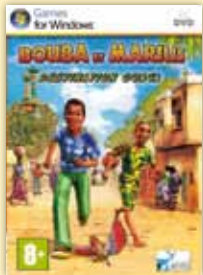
## DES CARTES ATD QUART MONDE POUR TOUTE L'ANNÉE

Pour souhaiter une bonne année, fêter un heureux événement ou simplement donner des nouvelles, pensez aux cartes ATD Quart Monde. Commandez sur [www.editionsquartmonde.org/catalog](http://www.editionsquartmonde.org/catalog) les nouvelles cartes ou celles des années précédentes. Chacune transmet un message et permet de financer l'accès à la culture, à l'éducation et à la formation d'enfants, de jeunes et d'adultes à travers le monde.

Les cartes peuvent être commandées :

- à l'unité, avec enveloppe : 1 €
- assortiments variés d'anciennes cartes : 5 € les 10
- prix spéciaux pour les entreprises, associations... (consultez-nous).

Demandez le dépliant de présentation à : Librairie ATD Quart Monde, 12 rue Pasteur, 95480 Pierrelaye ou 01 34 30 46 10, [librairie@atd-quartmonde.org](mailto:librairie@atd-quartmonde.org)



### VIENNENT DE PARAÎTRE **Bouba et Marius**

Jeu vidéo

Un jeu vidéo pour Windows, aux décors somptueux, pour découvrir l'Afrique et la solidarité sur les pas de Bouba, un petit garçon qui part rechercher son grand frère dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou. Éd. Quart Monde, 2012, 30 €

### **Se saisir du droit**

Revue Quart Monde n°224

Les droits fondamentaux garantissent en principe à tous le respect de leur dignité. Mais, au quotidien, tous ces droits ne s'appliquent pas, ou peu, de manière effective et concrète pour les plus pauvres. Le droit leur serait-il invisible et eux-mêmes resteraient-ils invisibles au droit ? Ce dossier tente de cerner les obstacles nationaux et internationaux entravant cette effectivité des droits pour les plus défavorisés.

Éd. Quart Monde, 2012, 64 pages, 7 €

### **Un travail humain**

Revue Quart Monde n°217

En 2010, l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée a accueilli un séminaire de partage d'expériences et de réflexions sur l'accès de tous à l'emploi et à l'activité humaine. Ce dossier donne de larges échos de ces échanges.

Éd. Quart Monde, 2011, 64 pages, 7 €

☞ Voir aussi sur [www.atd-quartmonde.fr](http://www.atd-quartmonde.fr) les vidéos : « L'objectif d'un emploi pour tous sur un territoire : une expérimentation en 2013 en Seine-et-Marne », « Expériences de retours à l'emploi dans le cadre de clauses sociales dans des marchés publics », « Trouver des solutions d'emplois durables pour tous », « Comment une grande entreprise soutient l'accès à l'emploi pour tous » (réalisation Dominic Bernas, novembre 2012).



### **DVD « Citoyens-Les Universités populaires Quart Monde »**

Delphine Duquesne

Depuis 40 ans, les Universités populaires Quart Monde permettent de libérer la parole des personnes très pauvres et d'apprendre ensemble. Du groupe local au rassemblement européen : voyage au sein des Universités populaires Quart Monde. Éd. Quart Monde, 2012, 26 mn, 8 €



### PARUS CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

#### **Furax**

Fred Caude

Un homme, révolté par la misère qu'il côtoie, s'isole du monde pour écrire. Il se lie au petit Jules, qui va se charger de faire ses courses. Ce roman au style brut fait comprendre de l'intérieur les sentiments et l'énergie d'être confrontés à l'exclusion. Éd. Assyelle, 2012, 230 pages, disponible en librairie.



### **L'envers de la « fraude sociale »**

Odenore

Les discours sur la fraude aux prestations sociales visent à dissuader les personnes éligibles de recourir à leurs droits. Dans cet ouvrage indispensable, l'Odenore (Observatoire des non-recours aux droits et services) chiffre la fraude et les non-recours aux droits – bien plus importants –, démonte les discours et les idées reçues, appelle les pouvoirs publics à agir contre ces non-recours et invite le grand public à considérer la vertu, non seulement sociale mais aussi économique, des prestations et des aides. Éd. La Découverte, 2012, 210 pages, disponible en librairie.

## ABONNEMENT ET VENTE PAR CORRESPONDANCE

COMMANDE EN LIGNE : [WWW.EDITIONSQUARTMONDE.ORG/CATALOG](http://WWW.EDITIONSQUARTMONDE.ORG/CATALOG)

### Merci d'écrire en capitales.

M., Mme .....  
Adresse .....  
E-mail .....

- Je règle mon abonnement à *Feuille de Route* 10 € ou plus  
 Je m'abonne à la *Revue Quart Monde* 26 € ou plus  
 Je souhaite avoir les coordonnées d'ATD Quart Monde le plus proche de chez moi

Je commande :	Nombre	Total
<input type="checkbox"/> Bouba et Marius à 30€	.....	.....€
<input type="checkbox"/> Se saisir du droit à 7€	.....	.....€
<input type="checkbox"/> Un travail humain à 7€	.....	.....€
<input type="checkbox"/> DVD « Citoyens » à 8€	.....	.....€

Frais de port : 3,50 € pour 1 exemplaire, 5 € pour 2 et au-delà, ou ce que vous pouvez. ....€

Merci = .....€

Pour les abonnements, merci de contacter le Secrétariat des amis au 01 34 30 46 22.

## ADHÉSION – DONS

DONS ET ADHÉSION EN LIGNE : [WWW.ATD-QUARTMONDE.ORG/DON](http://WWW.ATD-QUARTMONDE.ORG/DON)

M., Mme .....  
Adresse.....  
E-mail .....  
**Votre adhésion est un soutien très important pour nous. N'oubliez pas de cocher la case si vous souhaitez adhérer.**  
 J'adhère  Adhésion 8 €  
 Je verse ce que je peux .....€  
 Je fais un don de .....€  
Je choisis la périodicité de mes reçus  Après chaque don  Deux fois par an  Une fois par an

### AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

N° national d'émetteur : 427.147 Bénéficiaire: Fondation ATD Quart Monde

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
.....Code Postal ..... Ville .....  
Coordonnées de ma banque : Nom de l'agence .....  
Adresse complète .....

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever :  
Je choisis le montant de mon soutien :  10 €  30 €  50 €  100 €  .....€

Je choisis la périodicité de mes versements :  
Le 7 de chaque  Mois  Trimestre  Semestre, à partir du mois de : .....  
Sauf avis de votre part, pour les dons en prélèvement automatique, le reçu sera envoyé en janvier.



Les dons et l'adhésion donnent droit à la déduction fiscale, à partir de 8 €.

Le .....  
Signature :

Merci de joindre un Relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)

Réduction d'impôt de 66 % du montant du don dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Je règle un total de .....[PUBLICATIONS] + .....[DONS] + .....[ABONNEMENTS] = .....€ / UN SEUL CHÈQUE À L'ORDRE DE : ATD QUART MONDE – 12, rue Pasteur 95480 Pierrelaye

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 06/01/1978, vous pouvez, en nous écrivant, avoir accès aux informations vous concernant inscrites dans notre fichier et demander leur rectification ou leur suppression. Ces informations ne sont ni vendues, ni échangées, ni communiquées ; elles sont à l'usage exclusif d'ATD Quart Monde.



# la domiciliation des personnes sans domicile stable

**Pour mener une vie sociale et avoir accès à ses droits civils, civiques et sociaux (prestations sociales, délivrance d'une carte nationale d'identité, compte bancaire, inscription sur les listes électorales...), il faut avoir une adresse. C'est l'objet de la domiciliation administrative.**

**R**evue par la loi de 2007 instaurant le Droit Au Logement Opposable (DALO), la domiciliation est assurée par les centres communaux d'action sociale (CCAS) et d'autres organismes agréés.

## OÙ S'INFORMER ?

Chaque commune doit mettre à la disposition du public une liste des organismes agréés assurant la domiciliation dans le département.

## CONDITIONS

Les personnes concernées sont celles qui vivent de façon itinérante, celles qui sont hébergées de façon très temporaire par des tiers, ou celles qui recourent aux centres d'hébergement d'urgence.

La personne doit être installée ou doit avoir l'intention de s'installer dans la commune. Cet aspect est établi par l'un des éléments suivants :

- l'exercice d'une activité professionnelle ;
- le bénéfice d'une action d'insertion dans cette commune ;
- l'exercice de l'autorité parentale sur un de ses enfants qui y est scolarisé ;
- la présence de liens familiaux ou amicaux, actuels ou passés ;
- l'hébergement chez un habitant ;
- les démarches effectuées auprès de centres d'hébergement d'urgence, de bailleurs sociaux, d'employeurs, d'établissements de soins, suivi social...

Aucune durée minimale de présence sur la commune ne peut être imposée. En revanche, une personne itinérante de passage peut voir sa demande de domiciliation rejetée. Ce refus doit être motivé.

La personne doit être ressortissante de l'un des 30 États de l'Espace Économique Européen ou de la Confédération suisse. Elle peut également être étrangère en situation régulière.

## DURÉE

La domiciliation est accordée pour une durée d'un an. L'organisme domiciliateur met fin à la domiciliation lorsque :

- la personne a trouvé un domicile stable,
- elle ne se manifeste plus durant 3 mois consécutifs, sauf raison professionnelle ou de santé,
- elle le demande.

## RECOURS

Si l'accès au droit d'être domicilié ou à son « bon fonctionnement » est impossible, on peut saisir le Médiateur de la République ou le Préfet.

## DEVOIRS DES BÉNÉFICIAIRES

La personne doit :

- retirer son courrier au moins tous les trois mois,
- informer du changement de sa situation,
- respecter le règlement de domiciliation de la structure.

## DEMANDEURS D'ASILE

Un demandeur d'asile peut avoir accès à une domiciliation administrative pour pouvoir bénéficier de l'allocation temporaire d'attente.

## PERSONNES ÉTRANGÈRES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Les étrangers en situation irrégulière peuvent avoir accès à une domiciliation administrative spécifique pour bénéficier de l'Aide Médicale de l'État (AME) ou, dans des cas exceptionnels, de l'aide juridictionnelle.

## RÉFÉRENCES

- article 51 de la loi n°2007-290 du 6 mars 2007,
- décrets n°2007-1124 du 5 mars 2007 et n°2007-893 du 15 mai 2007,
- circulaire DGAS/MAS n°2008-70 du 25 février 2008,
- circulaire DGCS/1A no 2010-271 du 16 juillet 2010,
- <http://vosdroits.service-public.fr/N17313.xhtml>

Fleur Almar

Pour plus de détails : [www.atd-quartmonde.fr/La-domiciliation-des-personnes.html](http://www.atd-quartmonde.fr/La-domiciliation-des-personnes.html)

## Mieux connaître ses droits

Mieux connaître ses droits et responsabilités, c'est autant connaître le droit français que les textes internationaux et la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme située à Strasbourg, qui s'imposent aux juges français. Vous trouverez sur <http://www.atd-quartmonde.fr/-Mieux-connaître-ses-droits,210-différentes-rubriques-pour-vous-renseigner-et-agir-concrètement>.

## ET VOUS, QU'EN PENSEZ-VOUS ?

## L'aide alimentaire, ça me bouffe !

«Assez des pubs à la télé pour différentes collectes ! Tout le monde s'indigne de la baisse des fonds alloués au programme européen des plus démunis. Et tous les ans à la même période, le même refrain, il y a plus de bénéficiaires cette année et l'année prochaine il y aura encore plus de personnes assistées. Bien sûr, une personne qui n'a pas à manger, il faut la nourrir, mais évitons de l'installer dans l'assistanat. Il y a quelques années, j'ai été choqué de voir à la télé Jacques Chirac et Lionel Jospin, qui avaient endossé le blouson des Restos du Cœur. Côte à côte, ils distribuaient des colis. Et depuis toutes ces années, rien ne change, au contraire, la situation s'aggrave. Où va ma France, pays des droits de l'homme ? Que font les politiques, les économistes ? Dans les pays en voie de développement, nous avons aidé les populations à creuser des puits pour irriguer les terres et les cultiver. En France, il serait intéressant de donner un terrain aux plus démunis et de permettre à ces personnes de le cultiver. Je pense que c'est plus facile de donner un colis, que de les accompagner pour leur permettre d'accéder aux droits fondamentaux. On veut nous faire croire que ces personnes ne veulent pas travailler, alors que 64 % des chômeurs interrogés dans 8 pays européens déclarent qu'ils veulent retrouver un emploi, même si cela ne leur procure pas un gain financier. Permettons à ces hommes et à ces femmes d'avoir un travail décent pour élever dignement leur famille.»

René Locqueux, le 3 décembre 2012

BLOG <http://atdsambreavesnois.wordpress.com>

## SONDAGE

## La crise menace le vivre ensemble



Pour 47% des Français, c'est la crise économique et financière qui menace le plus la capacité à bien vivre ensemble, devant l'accroissement des inégalités sociales (27%), les extrémismes religieux (27% aussi), l'individualisme (25%), les extrémismes politiques (10%), le repli communautaire (8%) et le fossé entre les générations (6%) – *sondage Ipsos-KPMG pour le Conseil Économique, Social et Environnemental, nov. 2012*. Les personnes confrontées à la grande précarité, elles, vivent la crise depuis des générations.